

## S'organiser contre le militarisme, d'Israël à l'Europe

### Description

Par Jonathan Hempel, le 30 août 2021

*L'UE a investi des milliards dans des compagnies israéliennes d'armement pour poursuivre la militarisation de son agence des frontières, Frontex. Construire un mouvement antimilitariste global est essentiel.*



Fin 2020, un total de 82,4 millions de personnes avaient des déplacements de force de leurs foyers, selon l'[Agence des Nations Unies pour les réfugiés](#). Le nombre des personnes déplacées de force mondialement a doublé depuis 1990 et augmentera probablement de manière significative dans les prochaines décennies à cause d'une convergence de facteurs, dont les conflits armés et d'autres formes de violence, ainsi que la dégradation du climat, qui aggravera les pressions pour émigrer.

Ces déplacements se produisent dans le contexte d'un système économique capitaliste dans lequel des profits sont réalisés à la fois par la vente d'armes (qui jouent un rôle essentiel dans l'origine des conflits et des guerres) et par la militarisation des routes de migration et des frontières. Parallèlement à l'augmentation continue de la valeur du commerce des armes et au nombre vertigineusement croissant des personnes déplacées de force, le marché de la sécurité aux frontières grandit, avec une [valeur attendue](#) de 65-68 milliards de dollars US [54-57 milliards d'euros] en 2025. La guerre est extrêmement profitable et la guerre contre les migrants est en train de le devenir de plus en plus également.

Les technologies militaires israéliennes, centrales à un système de colonialisme, d'apartheid et d'occupation, sont de gros joueurs dans l'industrie internationale de l'armement. « Essayés et testés » sur les Palestiniens, les armes israéliennes sont vendues à des États et à des agences privées dans le monde entier et les compagnies d'armement israéliennes sont maintenant des partenaires établis des agences de sécurité aux frontières de l'Union européenne, comme Frontex, des partenaires qui soutiennent la militarisation des frontières de l'UE.

L'industrie israélienne des armes fait partie d'un processus global de militarisation aux frontières dans un monde caractérisé de manière croissante par des conflits axés sur le profit et par le militarisme, conduisant à de nouveaux déplacements à plus de migrations et plus de personnes à la recherche de refuges. Les luttes pour la liberté de mouvement et contre le militarisme doivent travailler à rendre clairs ces liens pour que nous puissions affronter ces problèmes à la racine.

## Frontex et la militarisation des frontières de lâ  UE

Frontex a un rôle immense dans la militarisation des frontières européennes, la criminalisation des migrants et la surveillance de leurs mouvements. L  un des principaux objectifs de Frontex est d  identifier les migrants et d  organiser les opérations pour les renvoyer dans leurs pays d  origine. L  agence travaille de plus en plus avec des pays tiers, comme la Libye, le Soudan, la Turquie et le Belarus, coordonnant les efforts de confinement et de déportation au-delà des juridictions de lâ  UE.

En 2020, des groupes humanitaires [ont affirmé](#) que lâ  UE utilisait la surveillance aérienne pour repérer des migrants égarés dans la Méditerranée, alertant les gardes-côtes de la Libye pour qu  ils interviennent    une mesure qui facilite les [refoulements](#) illégaux, tout en empêchant et en criminalisant les opérations de sauvetage non-gouvernementales. Les migrants interceptés sont placés dans des établissements de détention arbitraire en Libye, où ils sont confrontés   des violations des droits humains, y compris   la torture,   la violence sexuelle et au déni de soins. Sur la frontière entre la Gr ce et la Turquie, de plus, les organisations de défense des droits humains ont [document ](#) des refoulements de réfugiés vers la Turquie par des agences officielles de gardes-côtes, dont Frontex et les gardes-côtes nationaux.

L  extension de lâ  agence a été un élément de base de la politique de lâ  UE des dernières années. Frontex s est maintenant assuré d  un budget de 5,6 milliards d  euros jusqu  en 2027, avec des plans pour recruter 10000 gardes des frontières armés avant la fin de cette période. Son budget a augmenté d  un stupéfiant 7 560% depuis 2005, ces nouvelles ressources étant utilisées pour acheter des équipements, comme des navires, des hélicoptères et des drones. [La Forteresse Europe](#), parallèlement, est de plus en plus couverte de murs et de grilles aux frontières : depuis la destruction du mur de Berlin en 1989, les pays européens ont construit ou commencé   construire [1200 kilomètres de clôtures](#)    une distance de près de 40 % de la longueur de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique.

### Qu  est-ce qu  Isra l a   voir avec cela ?

Dans tout ce processus, tant les agences de sécurité de lâ  UE que les  tats européens achètent de lâ   quipement militaire, dont des petits armements, des drones, des navires et de la technologie de cybersécurité dans le cadre de leurs politiques de sécurité aux frontières    une grande partie vient de lâ  int rieur de lâ  UE. Mais c est aussi là où lâ  industrie israélienne d armement arrive dans lâ  histoire. Comme le montre la Base de données israélienne d  quipement militaire et de sécurité (*Israeli Database of Military and Security Equipment*, [DIMSE](#)), les armes israéliennes jouent un rôle important dans la militarisation des frontières de lâ  UE.

Les armes israéliennes qui ont été achetées entre autres par [l  Italie](#), [la Gr ce](#) et [l  Allemagne](#) incluent des drones, des systèmes de radar et des navires de patrouille. Mais plus intéressantes encore sont les relations directes dans le domaine militaire et dans celui de la sécurité [entre Israël, lâ  Union européenne et les agences de sécurité de lâ  UE](#).

Alors que lâ   aide   des Etats-Unis aux capacités en matière de sécurité d  Isra l, d  environ 3,8 milliards de dollars [3 millions d  euros] par an, est bien documentée, la collaboration de lâ  UE avec Israël peut souvent être négligée par les critiques. En tant



données personnelles via les smartphones. Les agences d'immigration dans toute l'Europe témoignent d'un nouvel enthousiasme pour les lois et les logiciels qui permettent que les données des smartphones soient utilisées dans des affaires de déportation. Dans ce contexte aussi, les cybertechnologies israéliennes sont très demandées, le tristement célèbre fournisseur de logiciels espions, [NSO Group](#), ayant été depuis longtemps utilisé par les agences européennes de renseignements.

*Cellebrite*, une autre entreprise israélienne particulièrement problématique, [aurait été impliquée](#) dans de nombreuses violations des droits humains dans le monde entier et a déjà 7000 contrats avec des groupes gouvernementaux et privés à y compris la [police nationale de 25 États membres de l'UE](#). *Privacy International* a rapporté que cette compagnie israélienne a une nouvelle cible dans la promotion de ses technologies utilisées pour extraire des données d'appareils mobiles : les autorités [interrogeant les personnes demandeuses d'asile](#). En 2017, la technologie de *Cellebrite* a été exploitée dans une phase de test par le Bureau fédéral allemand pour la migration et les réfugiés. En 2018, [il a été rapporté](#) que les forces de police britanniques utilisent les technologies de police scientifique mobile de *Cellebrite* pour accéder à l'historique des suspects et que les autorités de contrôle de l'immigration au Royaume-Uni ont passé un marché de 45 000 livres [52000 euros] avec la firme cette même année. Entre 2014 et 2016, *Cellebrite* a aussi participé à [EVIDENCE](#) (*European Informatics Data Exchange Framework for Courts and Evidence*, Cadre européen d'échange de données informatiques pour les tribunaux et les preuves), un programme de recherche et de développement lucratif de l'UE.

### L'autre face de la pièce

L'autre face de la pièce est l'usage de ces technologies et de ces armes ici, en Palestine-Israël. Israël utilise les technologies militaires et celles de sécurité pour maintenir son système de colonialisme, d'apartheid et d'occupation. Les violations du droit international par Israël et sa perpétration de crimes de guerre au cours de ses attaques incessantes contre les Palestiniens de Gaza en mai 2021 sont bien documentées et une recherche des activistes antimilitaristes est en cours, pour savoir quelles armes ont été utilisées dans les attaques sur Gaza, afin de suivre les nouveaux développements du complexe militaro-industriel israélien.

Les compagnies de sécurité et militaires israéliennes travaillent en connexion directe avec l'armée israélienne, fournissant l'équipement et les armes pour ses opérations. Cette relation signifie que les opérations militaires à Gaza et en Cisjordanie sont [utilisées comme un laboratoire](#) pour les compagnies d'armement israéliennes, dans lequel elles peuvent développer, tester et ensuite commercialiser leurs armes comme « testées au combat ». Il ne faudra pas longtemps pour que les compagnies israéliennes promeuvent [encore une fois](#) leur nouvel équipement comme « testé sur le champ de bataille », après les dernières attaques sur Gaza d'une attaque pendant laquelle [129 civils palestiniens ont été tués](#), dont 65 enfants, plus de 1000 maisons ont été détruites et plus de 1000 sévèrement endommagées, laissant plus de 8000 personnes sans foyer.

Pour une industrie des armes qui s'est appuyée pendant des années sur une commercialisation de produits « testés au combat », la prochaine bataille ne peut pas arriver trop tôt. Le financement de l'UE à ces compagnies alimente de manière inhérente la capacité d'Israël à continuer ses crimes de guerre et ses violations des droits humains et du droit international, rendant

aussi l'UE complice de ces violations.

Cela nous ramène au drone Heron, que Frontex exploite maintenant en Méditerranée. Les drones Heron ont une sombre histoire d'utilisation contre les Palestiniens. Dès, après l'opération Plomb durci à Gaza fin 2008 début 2009, une enquête de *Human Rights Watch* concluait que des dizaines de civils avaient été tués par des missiles lancés depuis les drones israéliens. Le Heron a aussi été largement utilisé dans la dernière flambée importante d'attaques en mai 2021.

Le 1er juin, moins de deux semaines après le cessez-le-feu, les IAI ont publié un [communiqué de presse](#) détaillant une vente de 2 milliards de dollars [1,7 milliard d'euros] de drones Heron. Le communiqué de presse disait : « Les drones de la famille Heron sont les drones majeurs des IAI et ont joué un rôle important et crucial dans la collecte de renseignements au cours de l'opération Gardien des murs ». Le PDG des IAI, Boaz Levy, continuait : « Cette transaction est un témoignage de la forte satisfaction de nos clients avec les drones Heron, y compris avec leurs performances opérationnelles et techniques ».

Les technologies israéliennes, qui participent à un système d'apartheid, de colonialisme et d'occupation, sont testées sur les Palestiniens et [vendues aux dictateurs dans le monde entier](#), sont maintenant aussi utilisées pour empêcher les migrants d'entrer en Europe. Parmi ces milliers de personnes, il y a bien sûr des [réfugiés palestiniens](#) qui ont été immobilisés sur les îles grecques ou refoulés en Turquie au cours de leurs tentatives pour trouver un peu de liberté et de sécurité relatives loin de l'apartheid israélien.

## Vers une lutte antimilitariste commune

Maintenir une tradition de coopération internationale entre les mouvements politiques est crucial en ces temps de globalisation économique et militariste. Les actions de solidarité et actions accomplies par des « outsiders » à un conflit, en coopération avec les parties impliquées dans le conflit et les interventions non-violentes sont importantes, mais plus importante encore est la formation d'une lutte commune contre le militarisme.

Dans les toutes dernières années, nous avons vu quelques formations en vue de cette lutte commune, dont une est la campagne internationale [Abolir Frontex](#). En juin 2021, des actions dans sept pays, dont la Belgique, l'Allemagne et le Maroc, ont ciblé l'agence. Les actions ont marqué le lancement d'une campagne internationale qui appelle à arrêter le financement de Frontex et du mortel régime aux frontières de l'Europe et à démanteler l'agence. Le réseau voit dans les frontières modernes des constructions coloniales et racistes, institutionnalisées par les politiques aux frontières de l'UE.

La campagne « Abolir Frontex » appelle à un moratoire de la militarisation des frontières et à la liberté de mouvement, de résidence et d'existence pour tous. De manière cruciale, la campagne aborde aussi les contributions de l'UE aux motifs qui forcent les gens à se déplacer en premier lieu et la répression contre les activistes solidaires en Europe. Le réseau de la campagne est décentralisé et autonome, et il est composé de groupes, d'organisations et de personnes individuelles de l'intérieur et de l'extérieur de l'UE, du Sénégal et du Niger à la Grèce et à l'Italie.

VÃ©tÃ©ran de la lutte commune internationale contre le militarisme, [War Resisters International Network](#) [RÃ©seau international des rÃ©sistants Ã la guerre] est actif depuis maintenant 100 ans, avec plus de 90 groupes affiliÃ©s dans 40 pays. Des mouvements internationaux comme le [Mouvement de Boycott, d'investissement et sanctions](#) (BDS) dirigÃ© par les Palestiniens, le mouvement *Black Lives Matter* et [Voix juives pour la Paix](#), sont des exemples clÃ©s de mouvements antimilitaristes qui continuent Ã construire des formes d'internationalisme traversant les sÃ©parations entre les luttes.

Au niveau local, quelque peu moins visible, la lutte commune antimilitariste doit inclure l'identification de causes communes entre les groupes et la recherche des opportunitÃ©s pour construire des coalitions. Dans la lutte antimilitariste israÃ©lienne, par exemple, une variÃ©tÃ© de groupes politiques et de militants diffÃ©rents collaborent ensemble. Ici, des groupes anti-occupation coopÃ©rent avec des groupes juifs religieux dans le combat contre les exportations d'armes israÃ©liennes Ã des pays qui violent les droits humains. Des groupes antimilitaristes collaborent avec des groupes travaillant sur le changement climatique dans une lutte commune, qui perÃ©oit la connexion entre le colonialisme israÃ©lien, l'occupation de la Palestine et la destruction de l'environnement dans la rÃ©gion.

Un tel groupe, fÃ©ministe et antimilitariste israÃ©lien, [New Profile](#), perÃ©oit les parallÃ©les entre la lutte locale pour la dÃ©militarisation de la sociÃ©tÃ© israÃ©lienne et l'importance d'une lutte commune internationale contre le militarisme, tout en plaÃ§ant un angle fÃ©ministe intersectionnel sur l'agenda politique. En dehors du militantisme local, du travail Ã©ducatif et du soutien aux objecteurs du service militaire, *New Profile* fait partie de WRI, de « Abolir Frontex » et d'autres coalitions et groupes internationaux.

## La lutte pour mettre fin au militarisme est nÃ©cessairement globale

Le militarisme est caractÃ©risÃ© par la hiÃ©rarchie, la discipline, l'obÃ©issance, l'ordre, l'aggression et l'hypermasculinitÃ© et il est dÃ©fini par les normes et les valeurs des structures militaires d'Ã©tat traditionnelles. Il n'est pas limitÃ© aux forces armÃ©es, car d'autres institutions adoptent ses valeurs et ses pratiques Ã que ce soit la police ou les agences de sÃ©curitÃ©, comme Frontex.

Le militarisme dans le monde entier continuera Ã maintenir des structures racistes et violentes et des frontiÃ©res qui cherchent Ã prÃ©server un statu quo colonial et oppresseur. Ce n'est pas seulement une « question » qui concerne les organisations et les mouvements pour la paix, car c'est liÃ© Ã beaucoup d'oppression et de violence dont nous faisons l'expÃ©rience aujourd'hui dans le monde entier. Nous devons dÃ©militariser les institutions et les structures qui maintiennent ce statu quo. Cela doit prendre place dans le cadre d'une lutte commune radicale internationale oÃ¹ les activistes collaborent et apprennent les uns des autres.

La lutte pour dÃ©militariser les frontiÃ©res europÃ©ennes, par exemple, doit faire partie d'une lutte antimilitariste globale qui rÃ©siste aux agences telles que Frontex, mais aussi affronte le complexe militaro-industriel, comme l'illustre le lien entre IsraÃ©l et l'UE. Elle doit s'intÃ©resser aux structures globales et locales et aux processus du militarisme et des conflits qui non seulement produisent la technologie pour crÃ©er des frontiÃ©res, mais sont aussi Ã la racine des motifs pour lesquelles les gens ont besoin de fuir en premier lieu.

---

Une telle lutte implique de ne pas être coincé dans un travail de « solidarité » seulement : les mouvements contre le militarisme ont besoin de promouvoir un ordre social, économique et politique fondamentalement différent. Autrement dit, ils doivent mettre le capitalisme, le racisme et le patriarcat sur l'agenda politique des questions qui sont souvent évitées par les organisations et les mouvements politiques du Nord global parce qu'elles exigent de reconnaître nos propres contradictions et privilèges, de remettre en question notre manière de vivre et de nous [engager à des changements concrets](#).

Si nous aspirons à construire une alternative durable à un monde de militarisme et de violence dirigé par le profit, nous devons voir cela comme une partie du défi plus profond d'éliminer le capitalisme global et les relations de pouvoir racistes. La lutte antimilitariste doit donc renforcer la relation entre les luttes internationales féministes, anti-racistes, anti-coloniales, queer, anti-capitalistes et anti-fascistes et cibler les opposants alliés contre les valeurs progressistes et les droits humains fondamentaux, de l'autre.

**Jonathan Hempel** est un chercheur et militant israélien, dont les centres d'intérêt sont le militarisme et les exportations d'armes.

Source : [Roarmag](#)

Traduction CG pour l'Agence Média Palestine

## Tags

1. armée
2. armes
3. europe
4. Israël
5. Jonathan Hempel
6. militaire
7. militarisme
8. UE
9. Union Européenne

**date créée**  
2021/09/07